



LE MOUVEMENT DE LA PAIX

Agréé Association Nationale de la Jeunesse et d'Éducation Populaire

Association à statut consultatif ECOSOC à l'ONU

9 rue Dulcie September - 93400 Saint-Ouen

Tél. 01 40 12 09 12 - Courriel : national@mvtpeaix.org

www.mvtpeaix.org

DECLARATION

Liberté pour A. Öçalan et tous les prisonniers politiques de Turquie, une nécessité pour construire la paix dans cette région

Déjà 22 ans ! Abdullah Öçalan est sans doute un des plus anciens prisonniers politiques dans le monde : il est incarcéré seul dans une prison sur une île au milieu de la mer de Marmara en Turquie depuis le 15 février 1999. Cet anniversaire a déclenché une forte mobilisation internationale pour sa libération. Ses conditions de détention sont inhumaines et contraires aux conventions de Genève : les visites avec sa famille et ses avocats sont espacées de plusieurs mois, jusqu'à près de 2 ans.

Son sort ressemble à celui de plus de 10000 prisonniers politiques en Turquie, journalistes, avocats, syndicalistes mais aussi des élus qui, juste après leur élection démocratique, ont été démis de leurs fonctions et remplacés par des fonctionnaires nommés par le gouvernement. Parmi ces prisonniers figurent les deux co-présidents du HDP, un homme et une femme, Selahattin Demirtaş et Figen Yuksekdağ. Ce parti regroupe des kurdes, notamment du PKK, mais aussi des Yézidis, Arméniens, assyriens et assyro-chaldéens. Aux dernières élections municipales, son score a été déterminant pour battre le parti au pouvoir, l'AKP, dans plusieurs de ses fiefs comme les villes d'Istanbul et d'Ankara.

Le PKK a renoncé à faire valoir les droits des 30 millions de kurdes par la lutte armée, sauf en état de légitime défense. Plusieurs cessez-le-feu ont été décidés par lui et des pourparlers de paix entre le gouvernement turc et les représentants des kurdes ont eu lieu entre 2013 et 2015 : tous ont été interrompus unilatéralement par le Président Erdogan. Des textes politiques majeurs, inspirés par les écrits d'Öçalan, qui est un des fondateurs du PKK, proposent la mise en place d'un « confédéralisme démocratique » accordant des droits égaux à toutes les communautés ethniques de la région mais aussi développant des pratiques démocratiques avancées pour l'ensemble des décisions. Il consacre l'égalité entre les femmes et les hommes, chaque poste important étant tenu par un binôme femme-homme. Ce système a inspiré les modes de fonctionnement du Rojava, au nord de la Syrie, à population majoritairement kurde.

Le Tribunal Permanent des Peuples, successeur du Tribunal Russel/Sartre, dans ses conclusions en mai 2018 dans le Parlement européen de Bruxelles, a comparé la lutte du PKK et d'A. Öçalan à celle des résistants français pendant la deuxième guerre mondiale. Il affirme

qu'en aucun cas, ce combat ne peut être assimilé au terrorisme dont on accuse souvent le PKK.

La participation des kurdes, dans le cadre d'une alliance avec les USA, la France, la Russie, le Royaume-Uni notamment, a été déterminante dans la chute de « l'État islamique ». Malheureusement cette alliance a été rompue lorsque Daech et ses avatars ont été défaits. La Turquie fait peser actuellement de très graves menaces sur la région du Sinjar, région stratégique située aux confins de la Turquie, de la Syrie et de l'Irak : tout doit être fait pour éviter aux Yézidis de nouveaux bains de sang. L'Union européenne et l'OTAN doivent cesser leur soutien inconditionnel à la Turquie d'Erdogan.

Le rétablissement de la paix et de la démocratie dans cette région du monde, en particulier en Turquie, en Syrie, au Liban, en Irak, passe par la mise en œuvre des droits de tous les peuples, les kurdes comme l'ensemble de la société turque.

La France et l'Union européenne doivent enlever le PKK de la liste des organisations terroristes alors que la Cour de Justice de l'Union européenne a toujours refusé de l'y mettre. L'ensemble des menaces, tracasseries administratives, gel des avoirs sur des responsables en France du PKK et leur famille, doivent cesser. Abdullah Öcalan, avec tous les prisonniers politiques de Turquie, doit être libéré immédiatement et sans conditions.

Saint-Ouen, le 12 février 2021
Le Mouvement de la Paix